

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 03/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NEXSTONE ex CMGO (Ste Livrade)

301 route de Garonne
AU PONT - CS 20051
47390 Layrac

Références : FP/CM/Ubd24-47/2026/40
Code AIOT : 0005207259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement NEXSTONE ex CMGO (Ste Livrade) implanté lieux-dits " Lande Basse ", " Flaman " et " Comarque " 47110 Sainte-Livrade-sur-Lot. L'inspection a été annoncée le 12/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Devant la forte hostilité à laquelle il faisait face, l'exploitant avait renoncé à l'exploitation de ce site et avait demandé une modification des conditions de remise en état du site, devant permettre de le délaisser proprement (stocks à évacuer d'environ 7000 t, plantations à faire, éventuellement extraction de 2500 m² de gisement soit 7000t).

Or un jugement en appel du tribunal de Bordeaux intervenu le 22 décembre 2022 a annulé l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juin 2018 du site, en tant qu'il ne comporte pas de dérogation à l'interdiction de destruction des espèces protégées, et d'autre part suspendu l'exécution de l'autorisation.

En conséquence l'activité du site a été stoppée sans que la remise en état ait pu être faite, dans l'attente d'une régularisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXSTONE ex CMGO (Ste Livrade)
- lieux-dits " Lande Basse ", " Flaman " et " Comarque " 47110 Sainte-Livrade-sur-Lot
- Code AIOT : 0005207259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière alluvionnaire autorisée par arrêté préfectoral du 21 juin 2018, pour 12 ans, avec une production maximale de 140 000 t/an et sur une superficie de 203 468 m² dont 37 000 m² exploitables.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	AP Complémentaire du 09/03/2021, article 4	Sans objet
2	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 1.3.1	Sans objet
3	Modification des conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 1.6.1	Sans objet
4	Sécurisation du site	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 3.1.2	Sans objet
5	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est à l'arrêt dans l'attente d'une régularisation qui permettra de procéder à une remise en état convenable et l'abandon définitif du site par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/03/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Constitution des garanties financières
Prescription contrôlée : Existence du cautionnement.
Constats : Le site est couvert par un acte de cautionnement d'un montant de 142 448 € valide jusqu'au

19/06/2027.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité au dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite au jugement du 22/12/22 de la cours administrative d'appel de Bordeaux demandant une dérogation « espèces protégées », toute activité a été stoppée sur le site dans l'attente d'une régularisation.</p> <p>Aucune activité n'a effectivement été constatée le jour de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 1.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Porter à connaissance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 du code de l'environnement inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'instruction du dossier de demande de modification des conditions de remise en état du site, daté du 28 septembre 2022, a été suspendue dans la mesure où le jugement du 22 décembre 2022 intervenu entre temps demande une dérogation « espèces protégées ». Selon l'exploitant l'inventaire faune/flore a été complété comme cela avait été demandé par le service SPN de la DREAL suite au jugement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre les éléments complémentaires permettant d'évaluer les impacts potentiels par rapport aux enjeux biodiversité ayant été identifiés dans le cadre de l'inventaire, au regard de la nature et du calendrier des travaux de remise en état envisagés.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sécurisation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrables, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : Le site est clôturé et l'accès est fermé par un portail fermant à clé. L'Intégrité des clôture est vérifiée environ 1 fois par mois selon l'exploitant. Par ailleurs, un des employés, amené à passer régulièrement devant le site, reste vigilant afin de repérer toute éventuelle anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, propreté du site
Prescription contrôlée : [L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. ...]
Constats : La présence de matériel n'ayant plus d'utilité (tuyaux réseau de sprinklage, 3 rouleaux de grillage) a été constatée le jour de la visite. L'exploitant a indiqué à ce sujet ne pas avoir voulu faire passer de camion pour procéder à leur enlèvement, afin éviter tout risque juridique vis à vis de la demande de dérogation « espèce protégées » formulée dans le jugement du 22 décembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite